

Communiqué de presse du Conseil d'Etat

3 octobre 2012

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève-Confédération	4
Etrangers criminels : les dispositions relatives au renvoi ne doivent pas primer sur le droit constitutionnel et international en vigueur	4
Pour l'application du taux du marché aux valeurs patrimoniales séquestrées	5
Genève	6
Soutien financier au Future Cleantech Forum	6
Aide financière à l'Institut national genevois	6
Alliance contre la dépression : aide financière aux Hôpitaux universitaires de Genève	6
Troisième attribution de la part cantonale du bénéfice Loterie Romande	7
Entrée en vigueur de lois	8
Agenda des invitations à la presse	9

Etrangers criminels : les dispositions relatives au renvoi ne doivent pas primer sur le droit constitutionnel et international en vigueur

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation du Département fédéral de justice et police relative à la modification du code pénal et du code militaire dans le cadre de la mise en œuvre de l'[article 121](#), alinéas 3 à 6, de la Constitution fédérale (Cst), relatif au renvoi des criminels étrangers.

Ouverte à la suite de l'adoption en [votation](#), le 28 novembre 2010, de l'initiative populaire « Pour le renvoi des étrangers criminels », la consultation propose deux variantes : [la première](#) confère un poids accru à l'article 121, al.3 à 6 Cst par rapport au droit constitutionnel en vigueur et au droit international, tandis que [la seconde](#) accorde une primauté absolue à ce même article sur les autres dispositions constitutionnelles, en particulier sur les obligations internationales de la Suisse en matière de droits de l'homme.

Dans sa réponse, le gouvernement genevois indique que la variante 2 doit être très fermement rejetée et que la variante 1 ne peut être soutenue en l'état. En outre, alors que tout est entrepris pour gérer les dépenses publiques de façon rigoureuse et pour traquer les abus, le Conseil d'Etat déplore que des moyens considérables doivent être déployés, en pure perte, pour mettre en œuvre une disposition constitutionnelle qui ne manquera pas d'être déclarée contraire au droit supérieur. Les Genevoises et Genevois avaient d'ailleurs refusé cette initiative en [votation](#).

Pour mémoire, l'article 121 de la Constitution fédérale a été complété de quatre alinéas selon lesquels les étrangers condamnés pour certaines infractions ou pour avoir touché abusivement des prestations d'une assurance sociale ou de l'aide sociale perdent leur droit de séjourner en Suisse. Ceux-ci sont en outre frappés d'une interdiction d'entrer en Suisse allant de 5 à 15 ans. Les dispositions transitoires donnaient au législateur cinq ans pour préciser, voire compléter les éléments constitutifs des infractions et pour édicter les dispositions pénales applicables aux personnes qui violent l'interdiction d'entrer en Suisse.

Comme le relevait le Conseil fédéral dans son message du 24 juin 2009 aux Chambres, la mise en œuvre indifférenciée des mesures proposées par l'initiative entre en conflit avec plusieurs instruments internationaux de protection des droits de l'homme, auxquels la Suisse est partie, ainsi qu'avec l'accord international sur la libre circulation des personnes.

*Pour toute information complémentaire: M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DS,
☎ 022 327 92 09.*

Pour l'application du taux du marché aux valeurs patrimoniales séquestrées

Le Conseil d'Etat a approuvé sans réserve le projet de modification de l'ordonnance du 3 décembre 2010 sur le placement des valeurs patrimoniales séquestrées mis en consultation par le Département fédéral de justice et police (DFJP).

Le changement consiste à ne plus appliquer aux montants séquestrés auprès des caisses d'Etat le taux applicable aux acomptes d'impôt, mais de recourir au taux du marché. En effet, les acomptes d'impôt se voient appliquer un taux incitatif qui est supérieur au taux du marché. Appliquer le taux des acomptes d'impôt aux montants séquestrés, relève le DFJP, engendre dans la situation actuelle des coûts considérables pour l'administration fédérale et les cantons.

*Pour toute information complémentaire : Mme Adriana Jost, directrice de la trésorerie générale, DF,
☎ 022 546 13 70.*

Soutien financier au Future Cleantech Forum

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière de 100'000 francs aux organisateurs de la première édition du Future Cleantech Forum, qui se déroulera du 29 au 31 octobre 2012 à Genève. Organisé par Palexpo, en collaboration avec l'Office de promotion des industries et technologies et la Lake Geneva Region, cette manifestation d'envergure internationale a pour objectif de faire progresser le débat autour de la stratégie et du développement futur des technologies et des énergies propres et de permettre aux entreprises suisses de démontrer leurs compétences dans le domaine des énergies renouvelables.

Le Future Cleantech Forum permettra également au canton de Genève de se positionner sur des thèmes importants tels que les énergies renouvelables et leurs applications.

Pour toute complément d'information : M. Dominique Ritter, direction financière, DARES, ☎ 022 546 88 32.

Aide financière à l'Institut national genevois

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière de 75'000 francs pour l'année 2012 à l'Institut national genevois (ING), ainsi qu'une subvention non monétaire correspondant au loyer des locaux occupés par l'ING, soit 40'272 francs. Ce soutien financier permettra à l'ING de déployer ses activités pour l'encouragement et le progrès des sciences, des sciences morales et politiques, des lettres et beaux-arts et de l'économie.

Pour tout complément d'information : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP, ☎ 022 546 66 70.

Alliance contre la dépression : aide financière aux Hôpitaux universitaires de Genève

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière de 66'000 francs aux Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) dans le cadre du programme cantonal «Alliance contre la dépression».

Cette aide financière permettra au département de psychiatrie des HUG de poursuivre ses activités dans le cadre du programme cantonal de lutte contre la dépression, qui vise à favoriser la détection précoce de cette maladie, faciliter l'accès aux soins et informer la population sur cette maladie. Un site Internet dédié à la problématique viendra ainsi compléter le dispositif existant et notamment la ligne téléphonique d'écoute, de conseil et d'orientation (022 305 45 45) à destination des personnes concernées, de leur entourage ainsi que des professionnels de la santé.

Parmi les maladies psychiques invalidantes, la dépression est la plus répandue. En Suisse comme dans les pays européens, les statistiques montrent que, selon les âges, 2 à environ 10% de la population sont affectés par cette maladie. La dépression devrait ainsi devenir, d'ici à 2020, la première ou deuxième cause de problèmes de santé dans l'ensemble des pays développés.

Pour toute information complémentaire : Prof. Jacques-André Romand, médecin cantonal, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 04.

Troisième attribution de la part cantonale du bénéfice Loterie Romande

Le Conseil d'Etat a donné son aval aux propositions formulées par l'organe genevois de répartition des bénéfices de la Loterie Romande, lors de la deuxième de ses quatre séances annuelles. Ainsi, 113 institutions à but non lucratif se sont vu attribuer un total de 5'072'891 francs, dont 41,4 % dévolus à la culture.

Comme à l'accoutumée, la liste des bénéficiaires ainsi que la destination et le montant de chaque attribution sont publiés dans la Feuille d'avis officielle.

Les critères d'attribution et les modalités de traitement des demandes de dons peuvent être consultés sur le site www.entraide.ch, de même que le rapport d'activités et les comptes annuels 2011 de l'organe genevois de répartition.

Pour toute information complémentaire : M. Bernard Favre, président de l'organe de répartition des bénéfices de la Loterie romande, DU, ☎ 022 546 54 10.

Entrée en vigueur de lois

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur de la loi suivante :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
Loi du 11.02.2011 (10600) modifiant la loi sur les prestations cantonales complémentaires à l'assurance-vieillesse et survivants et à l'assurance-invalidité (LPCC) (J 7 15)	Conseil d'Etat	1 ^{er} novembre 2012

Le lien hypertexte vers la loi sera activé le jour de sa parution dans la Feuille d'avis officielle.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
4 octobre 14h45	1+ pour tous, forum pratique au Salon des ressources humaines	Palexpo Halle 2, stand G.12	DSE	Florence Forget ☎ 022 388 24 37
11 octobre 11h00	Statuts fiscaux cantonaux et discussions entre la Suisse et l'UE : le point de la situation à Genève	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	Roland Godel (DF) ☎ 022 327 98 07